

**Union européenne - Italie -
Migrants - Brexit - Affaire
Khashoggi - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec
"France 2"
(Paris, 22 octobre 2018)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Alors que la tension monte à la frontière entre la France et l'Italie. Nous allons parler de la question des migrants et du ton qui est sérieusement monté entre les deux pays ce week-end. Mais un mot quand même sur la question budgétaire. La Commission européenne réclame des clarifications, ce sont les mots utilisés, avant lundi midi sur le budget de l'Italie qui sort largement des clous européens. Qu'est-ce que vous espérez en réalité, qu'ils renient leurs engagements ?

R - Nous avons un destin commun et nous aurons une monnaie commune avec l'Italie, nous avons besoin d'une Italie forte, l'Italie a besoin d'une zone euro forte. Nous leur demandons de faire attention de la même manière que nous, nous faisons attention quand nous faisons notre budget à être en dessous du 3%. Ceci étant, je ne vais pas donner des leçons à l'Italie, pendant 10 ans nous ne l'avons pas été. Désormais, nous le serons pendant 3 années consécutives au moins. La vraie question c'est : est-ce qu'il y a une politique budgétaire pour le court terme ; ou est-ce que l'on pense aux générations futures ? L'endettement en Italie beaucoup plus qu'en France, mais en France aussi, cela veut dire qu'on reporte les choix qu'on n'arrive pas à faire...

Q - Il n'est pas sérieux leur budget, Nathalie Loiseau ?

R - Je ne dirais pas cela, je dirais simplement qu'il faut que l'Italie prenne conscience que nous avons destin lié, que nous sommes dans le même bateau et qu'il est logique, quand on a pris des engagements souverainement - l'Italie est entrée dans la zone euro, a pris ses engagements souverainement -, de s'y tenir.

Q - La Commission pourrait-elle rejeter un budget s'il n'est pas modifié ?

R - C'est-ce qu'on verra, je ne suis pas la Commission, je ne m'exprime pas à la place de la Commission. Mais la Commission a effectivement demandé des clarifications, parce que c'est difficile de vouloir tout et le contraire de tout dans le même budget. On le sait, un budget ce

sont des choix.

Q - Mais c'est une source d'inquiétude pour les autres pays de la zone euro, la situation en Italie, on voit bien, on a une coalition qui a été élue, qui a d'ailleurs été un peu fragilisée sur cette question de la construction du budget, qui dit : "nous, on a été élus par le peuple italien, on a pris des engagements, des engagements sur une espèce de revenu minimum par exemple, sur la question des retraites et on tiendra ces engagements, peu importe les agences de notation, peu importe l'Europe". Comment on fait quand on est l'Europe justement et qu'on se retrouve face à une situation avec des populistes comme on dit qui tiennent ce discours-là ?

R - Faire des engagements de campagne, tout le monde le fait. Simplement les deux partis qui sont aujourd'hui au pouvoir ensemble ont fait campagne l'un contre l'autre. Et c'est difficile de concilier des engagements qui n'étaient pas censés s'additionner. Et je crois qu'aujourd'hui, c'est un peu l'heure de vérité pour l'Italie, comme cela l'est pour tous les pays confrontés à des difficultés, à des ambitions. Tout le monde voudrait plus de croissance, plus d'emplois, plus de pouvoir d'achat...

Q - À commencer par la France, Nathalie Loiseau.

R - C'est ce que nous souhaitons aussi aux Italiens, mais les questions doivent pouvoir se prioriser et on doit pouvoir faire en sorte... Là je le dis, cela n'est pas faire plaisir à Bruxelles, c'est penser à nos enfants, à nos petits-enfants...

Q - Parce que quoi ? Il y a le risque d'une déstabilisation de la zone euro, c'est cela qui se joue ?

R - Parce qu'il y a une dette considérable en Italie, parce qu'on sait ce que c'est une crise dans la zone euro, on l'a déjà vécu avec la Grèce, on n'a pas envie de recommencer.

Q - Les deux ministres de l'intérieur, français et italien, vont se voir sans doute à Rome, il est urgent de faire retomber la pression entre ces deux pays sur la question des migrants, pression à la frontière franco-italienne ?

R - La réalité c'est qu'à la frontière franco-italienne, il n'y a pas de pression, il y a un accord entre la France et l'Italie qui date de 97 sur la coopération entre les polices entre les douanes, entre nos deux pays...

Q - L'Italie dit non, l'Italie dit non, l'Italie dit "il n'y a pas d'accord bilatéral Italie-France écrit et officiel qui permette ce type d'opération", ça c'est Matteo Salvini qui dit cela !

R - C'est M. Salvini qui dit cela, alors je peux lui envoyer l'accord, ses propres policiers peuvent lui envoyer l'accord. En réalité, la coopération se passe bien et moi je rends hommage aux policiers italiens avec lesquels le travail se passe bien sur le terrain. S'il y a des choses qui

peuvent et qui doivent être améliorées, faisons-le, pas d'effets de tribune, pas de polémique sur la polémique. M. Salvini est au gouvernement, il n'est plus en campagne, dresser les populations...

Q - C'est un petit rappel à l'ordre que vous lui faites là ce matin !

R - Non mais dresser les populations les unes contre les autres, cela ne sert à rien.

Q - La France a donc le droit de renvoyer de l'autre côté de la frontière des étrangers arrêtés en France, en situation irrégulière, sans les remettre aux autorités italiennes ? Parce que c'est cela qui nous est reproché !

R - Mais il y a à chaque fois un contact entre les autorités françaises et les autorités italiennes, elles sont à chaque fois prévenues. On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi des migrants sans-papiers traversent la frontière et entrent en France.

Q - Vous vous posez la question, mais est-ce que vous avez la réponse ?

R - La réponse se passe dans la coopération entre nos deux polices, et il est normal que des gens qui entrent sans documents, sans papiers en France soient refoulés.

Q - 700.000 personnes, ce sont les chiffres des organisateurs, ont marché à Londres pour réclamer un nouveau référendum. Est-ce que l'Europe rêve en secret d'un nouveau vote ?

R - C'est déjà assez compliqué comme cela. Ce que nous faisons c'est que nous faisons en sorte que la séparation se passe bien. Est-ce que nous avons envie que le Royaume-Uni parte ? Non, mais est-ce que nous respectons le vote des Britanniques ? Oui. Maintenant il faut que la séparation se passe du mieux possible, pour cela il faut qu'on ait un accord de retrait, j'allais dire un accord de divorce. Il est prêt à 90%, il reste 10% pour lesquels la balle est dans le camp de Londres. Il faut que Londres nous dise ce qu'ils peuvent accepter pour que la situation en Irlande demeure aussi paisible qu'elle l'est aujourd'hui, comme ils s'y sont engagés, l'heure tourne...

Q - Vous le savez ce qu'ils peuvent accepter ou pas accepter, les choses sont clairement énoncées de la part de Theresa May !

R - Pas si clairement que cela puisqu'en décembre, on s'était mis d'accord sur les grands principes. Les grands principes ce n'était pas de frontière dure entre le nord et le sud de l'Irlande, c'était faire en sorte qu'il y ait une solution de dernier recours si notre relation future ne permettait pas de régler le sujet, tout cela on s'était mis d'accord. Et puis au moment où on l'a couché sur le papier, c'est devenu apparemment plus compliqué pour Londres. Ce n'est plus une question technique du tout, c'est une question de volonté politique britannique et cela, on ne peut pas le faire à la place des Britanniques.

Q - C'est un cauchemar d'imaginer le no deal, quand on est à votre place, le "pas d'accord" ?

R - Ce n'est pas un cauchemar, on s'y prépare, cela fait partie des scénarios possibles et on ne souhaite pas que ce soit un cauchemar. C'est la raison pour laquelle à partir de demain, je suis en audition au Parlement avec un projet de loi pour faire en sorte que cela ne soit pas un cauchemar, pour faire en sorte que pour les...

Q - Comment est-ce qu'on se prépare, il ne reste pas longtemps, c'est le 29 mars.

R - C'est le 29 mars et s'il n'y a pas d'accord, il faut qu'on puisse prendre des mesures nationales. On ne va pas commencer à négocier des accords bilatéraux avec les Britanniques, des mesures nationales pour que des Français qui reviendraient du Royaume-Uni voient leur diplôme reconnu en France, par exemple ou leur carrière, pour faire en sorte que les Britanniques qui vivent en France puissent avoir approximativement les mêmes droits qu'aujourd'hui, pour faire en sorte que le tunnel sous la Manche fonctionne, tout simplement.

Q - Rien que cela.

R - Cela ne s'improvise pas, on est dessus.

Q - Juste le 29 mars, cette date-là ne peut pas bouger ?

R - Ce sont les Britanniques qui l'ont décidée, elle pourrait si les Britanniques nous le demandaient. Je vais vous dire, c'est assez compliqué pour que je ne travaille pas sur des solutions hypothétiques. Si demain le gouvernement britannique le demande, il faut qu'à l'unanimité les 27 disent "OK, on repousse la date".

Q - J'ai une dernière question extrêmement rapide sur l'affaire Khashoggi, l'Union européenne a réclamé une enquête approfondie sur sa mort et que les responsables rendent des comptes, ce sont les mots qui ont été utilisés. Précisément vous, qu'est-ce que vous voulez savoir vous, nous, la France ?

R - C'est une affaire grave ce meurtre de Khashoggi, nous le condamnons, la protection des journalistes, la protection de la presse on en a besoin partout dans le monde. On a besoin de connaître clairement de manière transparente, crédible les circonstances de la mort, les auteurs et qu'ils soient traduits en justice.

Q - Merci beaucoup./.